

## **Budget: quelle France voulons-nous ?** *Xavier Fontanet* Le Figaro du 31 octobre 2011

*Le Président d'Essilor International considère que pour réduire les dépenses publiques, l'Etat doit redéfinir les limites de ses fonctions régaliennes*

*En 1974, à la mort de Georges Pompidou, l'État représentait 27 % du PIB, il était en équilibre financier, sa dette quasiment nulle ; l'épargne des ménages allait directement aux entreprises, l'équivalent du CAC 40 avait un capital français. Nous étions alors en 7e position du PIB par tête et notre commerce était équilibré. En 2010, la sphère publique contrôle 56 % du PIB (record du monde), dix points de plus que la moyenne des pays de l'OCDE. . Nous sommes à la 30e place du PIB par tête, endettés pratiquement à hauteur du PIB. Notre balance commerciale est en déficit. Seules les entreprises mondialisées marchent, elles sont paradoxalement mal vues par la société.*

*1973 évoque le pétrole cher. Et si le véritable basculement était la montée de la sphère publique dans l'économie ?*

*Dérive de la démocratie qui voit les dirigeants politiques distribuer des avantages à certains; montée de l'administration qui voit dans l'interventionnisme l'opportunité d'étendre son territoire. Construction des réglons, intégration de la santé et de la retraite dans le périmètre.*

*En déficit, l'État s'est mis à collecter l'épargne des ménages à travers divers papiers », jugés plus sûrs que les actions (uns État, contrairement à une entreprise, ne meurt pas ! »).*

*Découragés par les Impôts, nombre de Français ont voté avec leurs pieds et sont partis. L'État se posant en protecteur de la mondialisation, le public s'est mis à la craindre, il s'est jeté sur l'immobilier, créant la bulle qui empêche aujourd'hui nos enfants de se loger.*

*Le CAC 40 et le SBE 120 sont passés à 80% entre des mains étrangères.*

*La situation grecque a le mérite de faire comprendre que ce n'est pas la crise qui crée la dette de l'État, mais que la dette de l'État provoque la crise. on réalise que d'autres pays (Canada, Suède, Nouvelle-Zélande.) ont fait le choix exactement inverse du nôtre et réduit le périmètre de leur sphère publique.*

*Ils se sont remis à croître. Les politiques d'investissement public » que nous avons eues en France sont loin de faire l'unanimité dans le monde et ne sont pas durables.*

*Disons les choses ces politiques ont enflé et endetté l'État avec un passage au rouge de tous les signaux croissance, déficit public, déficit commercial, taux de fiscalité). Dans un monde en concurrence, quand une sphère publique est plus coûteuse que celle des voisins, l'Etat met en danger la société... qu'il était censé protéger.*

*Puisque nos impôts sont au taquet, la seule marge manœuvre que nous ayons est : réduction des coûts de la sphère publique. Celle-ci dépense 450 milliards d'euros pour les fonctions centrales, 350 pour la santé et la retraite et 200 pour les régions. Soit 1 000 milliards d'euros. Le déficit étant ce qu'il est, si l'on veut rembourser la dette, il faut que l'État fasse avec 20 % de moins, environ 200 milliards. Bien sûr cela ne doit pas se faire instantanément. Le Canada a pris six ans à le faire, dans les années 1990, sans aucun heurt ni drame social.*

*La commission Attali 2, composée de gens de gauche et de droite est tombée d'accord en juillet dernier pour réduire les dépenses de l'État sans augmenter les impôts.*

*Se « serrer la ceinture ne suffira pas » Il faut que l'État réfléchisse à sa structure et définisse ce qui est essentiel (le domaine régalien, qu'il faut peut-être renforcer), ce qui n'est plus, utile parce que le besoin a disparu ou, a diminué (ex : les anciens combattants ,, ) et ce qui peut être passé à la sphère concurrentielle (météo, jeux, équipement...). Quand on a instauré les régions, l'État a gardé sa propre administration régionale, il y a des doublons très coûteux! L'affaire est politique, on fait croire au citoyen qu'il peut vivre aux dépens des autres par le biais d'un État appelé providence. On oublie tout l'argent de l'État est... le nôtre et que ce que l'on donne aux uns est, soit pris aux autres, soit emprunté. Les membres de la sphère concurrentielle réclament*

*aux candidats, dans l'intérêt général de la société, de passer un pacte entre eux : celui de se battre sur tout... sauf sur un seul point : la réduction des dépenses de la sphère publique à hauteur de 10 % du PIB, soit 30 milliards d'euros par an pendant six ans. À l'âge d'Internet les gains potentiels dans les activités de service (l'activité de la sphère publique, c'est principalement une activité de service) sont vertigineux. La sphère privée (qui, par endroits, doit améliorer ses pratiques) ne peut plus supporter une sphère publique insuffisamment compétitive, c'est affaire de survie pour la société tout entière. Si les Français sentent que l'État et les responsables politiques sont prêts à faire des efforts pour se remettre en cause eux-mêmes, du fait de la mondialisation, ils les soutiendront. Sinon... Il nous arrivera ce qui arrive aux pays qui n'ont pas anticipé les dures mais nécessaires réformes, on se les fera dicter... brutalement !*